

**ARRÊTE PREFECTORAL  
portant mise en demeure**

**SA SEGY « Société d'Exploitation de Gypse »  
Commune de Montricher-Albanne**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les rubriques 2510-1 (« Exploitation de carrières ») et 2515-1.c) (« Installations de traitement ») ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1986 portant autorisation à la SARL SOFATRANS d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 1988 autorisant la SA SEGY, dont le siège social est à Montricher-Albanne, à se substituer à la SARL SOFATRANS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 1992 portant modification des conditions d'exploitation (limites et déroulement de l'exploitation) et de remise en état de la carrière susnommée ;

VU le dossier de demande des modifications des conditions d'exploitation du 15 novembre 2007 par lequel l'exploitant sollicite la modification des limites et des conditions d'exploitation du gisement de la carrière et propose un nouveau plan de phasage en deux phases (2007/2012 et 2012/2016) pour les 9 années d'exploitation restantes ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2009, portant d'une part régularisation des installations de traitement de matériaux (antériorité) et actant d'autre part la modification du phasage et des conditions et limites d'exploitation de la carrière susnommée, et notamment les plans annexés (limites administratives du site de la carrière et phasage) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2016 portant prorogation de la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 19 septembre 2018, faisant suite à la visite d'inspection menée le 18 juin 2018 et transmis à l'exploitant par courrier du 26 septembre 2018 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 ;

**VU** les observations de l'exploitant présentées par courrier du 10 octobre 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2009 stipule à son article 2 que : « L'exploitation de la carrière, l'orientation des fronts de taille et la localisation des plateformes intermédiaires se fait conformément au dossier de demande modification du phasage de l'exploitation daté du 17 novembre 2007 » et que « Le plan de phasage de l'exploitation annexé au présent arrêté se substitue pour ce qui concerne les phases restantes à exploiter à celui annexé à l'arrêté préfectoral du 09 août 1999 fixant les modalités et le montant des garanties financières de la carrière SEGYP. » ;

**CONSIDÉRANT** que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité d'attester du respect du phasage et des conditions d'exploitation sur la base notamment d'un plan d'exploitation à jour ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des constats opérés le jour de la visite d'inspection du site du 18 juin 2018, il apparaît que l'exploitant n'a pas respecté les conditions d'exploitation et notamment la largeur et l'inclinaison des risbermes intermédiaires visant à garantir la stabilité du massif ainsi que la sécurité du personnel évoluant sur les zones d'extraction situées en contrebas des fronts ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de novembre 2007 susvisé n'a pas étudié l'impact de la méthode d'exploitation actuellement mise en œuvre sur la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise S.A. SEGYP exploite actuellement le gisement de la carrière sans respecter les dispositions relatives aux conditions d'exploitation prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2009 ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise S.A. SEGYP exploite actuellement le gisement de la carrière sans respecter les dispositions relatives aux conditions de remise en état prescrites à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1986 modifié pour partie par les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 1992 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification de la méthode d'exploitation aurait dû faire l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection a, par ailleurs, mis en évidence le non-respect d'un certain nombre de dispositions réglementaires opposables à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. SEGYP de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la S.A. SEGYP a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL en date du 19 septembre 2018, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

**ARRETE**

## Article 1

La S.A. SEGY dont le siège social est : Chez SOFATRANS – Zone Artisanale d'Hermillon – 73300 SAINT JEAN DE MAURIENNE, représentée par Monsieur Jean-Yves FAY-CHATELARD, en sa qualité de Président Directeur Général, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 9 du présent arrêté, dans les délais fixés par ces mêmes articles, concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de MONTRICHER-ALBANNE.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## Article 2

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2009 susvisé relatif aux conditions et limites d'exploitation du site de la carrière.

## Article 3

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1986 modifié, pour partie, par les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 1992 relatif aux conditions de remise en état finale du site.

## Article 4

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 6.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/10/1986 en procédant à la mise en place de clôtures efficaces ou tout autre dispositif équivalent en tout point du périmètre d'autorisation le nécessitant.

## Article 5

Respecter, **sous 2 mois**, les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié susvisé afin :

- d'assurer le contrôle de l'accès au site durant les heures d'activité;
- d'interdire l'accès au site en dehors des heures ouvrées;
- d'interdire l'accès de toute zone dangereuse située dans l'emprise de la carrière.

## Article 6

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 6.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/10/1986 en procédant à la réalisation d'un bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière conforme aux prescriptions de ce même article.

## Article 7

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié susvisé en faisant procéder, par un géomètre expert, à l'implantation :

- 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.



## Article 8

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié en transmettant au service d'inspection ICPE un « plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière ».

## Article 9

Respecter, **sous 8 jours**, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2016 en transmettant à monsieur le préfet de la Savoie, le justificatif (acte de cautionnement solidaire original) de la constitution effective des garanties financières.

## Article 10 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

## Article 11 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

## Article 12 : Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

## Article 13 – Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Montricher-Albanne.

Chambéry, le **31 OCT. 2018**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pierre MOLAGE